Brèves

# La BCE joue à l'apprenti sorcier

La banque centrale européenne a tenu parole en décidant un nouvel assouplissement de sa politique monétaire, afin de conjurer les risques de spirale déflationniste en zone euro.

Le principal taux directeur a été abaissé à 0,15%. Autre annonce, plus spectaculaire : la baisse concomitante du taux de dépôt des liquidités déposées au guichet de la BCE et des banques centrales de l'Eurosystème. De 0%, il passe en territoire négatif, à -0,1%, ce qui n'est jamais arrivé dans la jeune histoire de l'institution.

Ceci montre la volonté de répondre, sans plus tarder, à une période prolongée de faible inflation. La BCE voulait surtout réagir aux dernières prévisions macroéconomiques (PIB et inflation) à l'horizon 2016, notamment aux anticipations d'inflation encore abaissées par rapport à la prévision de mars. Le mandat fixé à la BCE est de maintenir la pression sur les prix à un niveau proche mais inférieur à 2% et elle s'inquiète d'une inflation trop basse.

Elle espère par ce biais diminuer l'attractivité de l'euro, pour lui faire perdre de sa valeur et ainsi « importer » de l'inflation, car cela va renchérir mécaniquement les produits et services achetés dans d'autres devises. Elle veut également réorienter les liquidités des banques vers l'économie sous la forme de crédits bancaires. Ce faisant, elle espère soutenir l'activité et en particulier relancer les investissements.

# Les tensions géopolitiques s'accumulent

Une bonne partie du monde est en prise avec la guerre, le terrorisme ou d'importantes tensions aux frontières. Si l'Ukraine et la Russie donnent l'impression d'avoir calmé les tensions sur le plan politique il n'en est rien du point de vue de la population ou les tensions restent très vives, terrains de potentiels conflits isolés mais violents.

N'oublions pas non plus, que la Chine et la Japon, font régulièrement preuve d'intimidation l'un envers l'autre au large des îles SENKUKA, que chaque pays

© Carat Capital - 85 Boulevard Haussmann - 75 008 PARIS – Tél : 01.42.94.66.78 – Fax : 01.42.94.66.84 – www.caratcapital.fr - SAS au capital de 30 000 Euros – 492 563 523 RCS PARIS. Conseil en Investissement Financier - Courtier en Assurances, en Banques et Services de Paiement - ORIAS n° 07 026597 Carte de transaction immobilière de la préfecture des Hauts de Seine : N° 92/A/0473 - Responsabilité civile professionnelle souscrite auprès de MMA COVEA RISK sous le numéro d'adhérent 227107. Information importante : ce document est diffusé à titre d'information uniquement et ne constitue ni une proposition commerciale ni une incitation à souscrire. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures et ne sont pas constantes dans le temps. Les informations et les opinions de CARAT CAPITAL peuvent être modifiées sans préavis.

revendique comme sa propriété. Si on en parle moins, la Syrie, le Mali, le Nigéria, la République Centre-Africaine et d'autres encore restent en proie à des conflits d'une extrême violence poussés par un terrorisme nationaliste ou religieux.

Enfin, l'évolution et les avancées territoriales des rebelles djihadistes en Irak n'augurent rien de très positif, ce d'autant que les Etats-Unis semblent moins décidés que par le passé à intervenir et cherchent des solutions diplomatiques pour le moins compliquées à mettre en place face à la volonté des rebelles.

La chute de la Bourse de Dubaï est un indicateur important des impacts potentiels de l'accroissement de ces conflits. En proie au chaos, l'Irak et la Syrie restent au centre des préoccupations, les investisseurs craignant l'impact d'une escalade des violences au Moyen-Orient sur le prix du pétrole et la croissance économique mondiale. Pour l'instant seules les économies et bourses locales sont secouées par ces situations, mais il conviendra de rester très vigilant.

## Pendant ce temps-là… le monde change

La Cour des comptes préconise de baisser les effectifs dans les fonctions publiques territoriales et hospitalières avec le non remplacement d'un départ à la retraite sur trois. Elle ne s'arrête pas là et propose également une hausse de la durée effective du travail dans les administrations. Elle pourrait prendre des formes diverses tel que l'alignement de la durée effective sur la durée légale ou réduction du nombre de jours d'absence (par exemple en rétablissant la journée de carence en cas de maladie que le gouvernement vient juste de remettre en place).

Les Etats-Unis ont décidé de frapper fort auprès des entreprises qui ont réalisé des opérations avec des pays sous embargo américains. S'il est difficile de comprendre tous les détails juridiques de ces affaires, les conséquences sont simples : 2 milliards de $ d'amende pour le crédit Suisse et près de 9 milliards pour la BNP et un chantage très étonnant sur la capacité ou non de poursuivre des activités en dollars, source évidemment indispensable à des groupes mondiaux. Une certaine forme de racket !

## Perspective économiques et financières

La situation économique mondiale change peu en ces premiers mois de 2014. Nous sommes en phase de consolidation : positive pour les Etats-Unis, la Chine, le Royaume-Uni ou l'Allemagne, sans grande conséquence pour l'Espagne,

© Carat Capital - 85 Boulevard Haussmann - 75 008 PARIS – Tél : 01.42.94.66.78 – Fax : 01.42.94.66.84 – www.caratcapital.fr - SAS au capital de 30 000 Euros – 492 563 523 RCS PARIS. Conseil en Investissement Financier - Courtier en Assurances, en Banques et Services de Paiement - ORIAS n° 07 026597 Carte de transaction immobilière de la préfecture des Hauts de Seine : N° 92/A/0473 - Responsabilité civile professionnelle souscrite auprès de MMA COVEA RISK sous le numéro d'adhérent 227107. Information importante : ce document est diffusé à titre d'information uniquement et ne constitue ni une proposition commerciale ni une incitation à souscrire. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures et ne sont pas constantes dans le temps. Les informations et les opinions de CARAT CAPITAL peuvent être modifiées sans préavis.

l'Italie, le Brésil ou le Japon et négative pour la France, la Russie ou la Turquie.

Le premier groupe continue de faire progresser son économie, créer des emplois et s'apprête d'ors et déjà à des remontées de taux de leur banque centrale (à part l'Allemagne qui bénéficie de son hégémonie au sein de la zone Euro, mais qui tire l'Europe vers le haut). Même si la croissance n'est pas linéaire (le premier trimestre ayant par exemple été mauvais pour les Etats-Unis), elle est au rendez-vous et ces pays confirment une nouvelle fois leur capacité à créer, innover, et réformer quand il le faut.

Le second groupe est stabilisé, sans réelle réduction du chômage ni réelle croissance mais c'est le groupe des pays qui a le plus souffert de la crise et qui se relève doucement et progressivement, réformant enfin après quelques périodes d'atermoiement.

Le dernier groupe, désormais considéré comme les mauvais élèves de la classe sont ceux qui souffrent d'un endettement hors norme, d'une effrayante incapacité de réforme, pour des raisons de dogmatisme en Russie et en Turquie et pour des raisons probablement électoralistes en France.

Les marchés financiers sont toujours dominés par les décisions des différentes banques centrales. Les décisions récentes de la BCE de réduire le taux directeur et surtout d'instaurer des taux de dépôt négatifs ont eu au moins pour effet de faire encore baisser les taux, monter les marchés actions mais surtout baisser l'Euro. C'est sans doute la meilleure nouvelle du début d'année pour l'Europe et les entreprises exportatrices en dehors de l'Europe qui vont améliorer leur marge par ce seul effet mécanique.

Aux Etats-Unis, La réserve Fédérale (Fed) continue son programme de réduction d'injection de liquidités mais est encore très loin de l'inverser ou même de remonter les taux d'intérêt actuellement toujours proches de zéro.

## Nos convictions

Face un afflux de liquidités toujours très conséquent dans le monde et des taux toujours aussi bas, il est assez logique que l'ensemble des classes d'actifs continue de progresser, mais les arbres ne montent pas jusqu'au ciel. Avec des taux aussi bas, les obligations sont au plus haut, avec un tel flot de liquidités les actions sont au plus haut… alors ? Au moins l'un des deux est donc trop haut et nous pensons depuis plusieurs mois déjà que ce sont les obligations qui sont trop

© Carat Capital - 85 Boulevard Haussmann - 75 008 PARIS – Tél : 01.42.94.66.78 – Fax : 01.42.94.66.84 – www.caratcapital.fr - SAS au capital de 30 000 Euros – 492 563 523 RCS PARIS. Conseil en Investissement Financier - Courtier en Assurances, en Banques et Services de Paiement - ORIAS n° 07 026597 Carte de transaction immobilière de la préfecture des Hauts de Seine : N° 92/A/0473 - Responsabilité civile professionnelle souscrite auprès de MMA COVEA RISK sous le numéro d'adhérent 227107. Information importante : ce document est diffusé à titre d'information uniquement et ne constitue ni une proposition commerciale ni une incitation à souscrire. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures et ne sont pas constantes dans le temps. Les informations et les opinions de CARAT CAPITAL peuvent être modifiées sans préavis.

chères.

Nous allons poursuivre notre réduction d'exposition aux valeurs obligataires, de manière définitive pour les obligations d'états et de manière sélective pour les obligations d'entreprises. En effet, nous jugeons que les obligations d'entreprises européennes et américaines à courte maturité, c'est-à-dire dont l'échéance est proche, restent de bonnes opportunités d'investissement.

Nous maintenons en revanche nos convictions sur le marché actions. Il est évident que pour ceux qui ont investi très tôt après la fin de la crise financière (c'est-à-dire dès 2009) les plus- values sont très importantes et il vaut mieux en sécuriser une partie. Pour le reste, le maintien sur le marché actions est nécessaire. Il va subir quelques secousses mais sa progression restera soutenue grâce aux taux bas et aux liquidités. De plus la baisse de l'Euro est très profitable pour les entreprises de la Zone Euro. Attention toutefois à ne pas trop être exposé aux marchés américains, désormais très chers.

Pour ce qui est de l'immobilier en France, si vous envisagez de vendre nous vous conseillons de le faire rapidement, et si vous êtes acheteur, d'attendre ou de négocier ferme.

Enfin, pour les plus téméraires, l'achat d'actions d'exploitations de mines d'or présente de bonnes perspectives.

Focus

# La fuite des cerveaux

On en parle souvent mais qu'en est-il vraiment ? Une Etude de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris nous permet d'éclairer ce sujet. Au total, près de 2 millions de ressortissants français vivent à l'étranger. Une communauté qui connaît une croissance très significative depuis le début des années 2000 : de 3% et 4% par an au cours des dix dernières années, qu'il convient de comparer avec une croissance moyenne de la France métropolitaine de seulement +0,6% par an. Ce qui confirme que de plus en plus de Français font le choix de quitter la France. C'est dans la zone Asie-Océanie que la croissance de la population française est la plus importante, supérieure à la moyenne mondiale : +4,2% entre 2012 et 2013 (+19,3% en Corée du Sud notamment).

© Carat Capital - 85 Boulevard Haussmann - 75 008 PARIS – Tél : 01.42.94.66.78 – Fax : 01.42.94.66.84 – www.caratcapital.fr - SAS au capital de 30 000 Euros – 492 563 523 RCS PARIS. Conseil en Investissement Financier - Courtier en Assurances, en Banques et Services de Paiement - ORIAS n° 07 026597 Carte de transaction immobilière de la préfecture des Hauts de Seine : N° 92/A/0473 - Responsabilité civile professionnelle souscrite auprès de MMA COVEA RISK sous le numéro d'adhérent 227107. Information importante : ce document est diffusé à titre d'information uniquement et ne constitue ni une proposition commerciale ni une incitation à souscrire. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures et ne sont pas constantes dans le temps. Les informations et les opinions de CARAT CAPITAL peuvent être modifiées sans préavis.

Alors, y a-t-il vraiment une «fuite des cerveaux» ? Oui, dit l'étude : 53% de ces «exilés» ont un niveau minimum Bac+5, 57% gagnent plus de 30 000 euros nets par an. Pire encore, ils sont de plus en plus jeunes. Un tiers des personnes de 18 à 34 ans envisageraient leur avenir à l'étranger, selon un sondage Opinionway cité dans l'étude. Leur principale motivation serait professionnelle. L'ampleur du chômage, et notamment celui des jeunes, constitue l'une des explications les plus plausibles à cette accélération soudaine d'expatriation des jeunes qualifiés. Il est ainsi avéré que les carrières sont souvent plus rapides à l'étranger où le poids de la hiérarchie peut être moins important qu'en France. L'autre tendance notable, également inquiétante, est que ces expatriés reviennent de moins en moins. 47% de ceux déjà partis n'ont pas encore réfléchi à un éventuel retour. Mais ces données doivent être relativisées. Le niveau de migrations internationales n'a jamais été aussi élevé qu'à l'heure actuelle. En l'occurrence, la France est moins soumise aux expatriations que ses voisins britanniques, italiens et allemands. Surtout, l'Hexagone attire encore beaucoup les étudiants étrangers, 270 000 en 2011.

L'idée d'un mouvement massif de fuite des talents, spécifique à la France, ne semble donc pas correspondre à la réalité, conclut l'étude de la CCIP. On peut facilement supposer qu'une baisse du chômage freinerait ce mouvement et peut-être amorcerait un mouvement de retour de ces jeunes cerveaux qui aurait acquis une bonne expérience étrangère. Un mal pour un bien… si le chômage baisse !

# La folie brésilienne

Cependant, la chaine ne désirant diffuser que lesPour le Brésil c'est 8 milliards de dépenses en infrastructure pour 10 milliards de retombées économiques attendues, soit un bonus bien faible au regard des dépenses de fonctionnement et de sécurité de ce Mondial. Qui sont donc les vrais gagnants de la Coupe du Monde ? Droits de diffusion, paris sportifs, bière, tourisme, pub… Pour tous ceux qui ne font pas le déplacement, la Coupe du Monde se passe à la télévision. Les chaines, tout comme les marques, le savent bien. En France, TF1 a dépensé 130 millions d'euros pour diffuser l'intégralité des 64 matchs de la compétition.

28 meilleures affiches a rétrocédé les droits de l'intégralité des matchs, dont 36 en exclusivité, à beIN Sports pour la coquette somme de 50 millions d'euros. TF1

© Carat Capital - 85 Boulevard Haussmann - 75 008 PARIS – Tél : 01.42.94.66.78 – Fax : 01.42.94.66.84 – www.caratcapital.fr - SAS au capital de 30 000 Euros – 492 563 523 RCS PARIS. Conseil en Investissement Financier - Courtier en Assurances, en Banques et Services de Paiement - ORIAS n° 07 026597 Carte de transaction immobilière de la préfecture des Hauts de Seine : N° 92/A/0473 - Responsabilité civile professionnelle souscrite auprès de MMA COVEA RISK sous le numéro d'adhérent 227107. Information importante : ce document est diffusé à titre d'information uniquement et ne constitue ni une proposition commerciale ni une incitation à souscrire. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures et ne sont pas constantes dans le temps. Les informations et les opinions de CARAT CAPITAL peuvent être modifiées sans préavis.

espère entre 43 et 55 millions d'euros de retombées publicitaires en fonction des résultats de l'équipe de France. Pour les matches de groupe de l'équipe de France diffusés à 21h, un spot de 30 secondes à la mi-temps coûte 185 000 euros. Au Royaume-Uni, le pays du pari, les bookmakers devraient générer plus d'un milliard de livres sterling (1,25 milliard d'euros) pendant la durée de la compétition, faisant de ce Mondial l'événement le plus important en termes de paris dans l'histoire du Royaume Uni (et ce n'est pas rien !). En France, les recettes de la Française Des Jeux ont été multipliées par 8 sur la seule première semaine de compétition par rapport à la coupe du monde 2010.

Les autocollants de football Paninis, toujours aussi populaires, devraient générer un important chiffre d'affaires. Lors de la dernière coupe du monde, plus de 220 millions d'enveloppes d'autocollants ont été vendues au Brésil. Selon Reuters, les ventes devraient augmenter de 50% cette année, atteignant donc 330 millions d'enveloppes. À un Real (0,33 centimes) par enveloppe, les stickers Paninis devraient rapporter plus de 108 millions d'euros sur le seul sol brésilien. Enfin, lors de la première semaine du Mondial 2010, les ventes de chips, de chocolat et de bière ont augmenté respectivement de 10%, 37% et 51% par rapport à la même semaine en 2009. Les géants de l'alimentaire peuvent donc se frotter les mains dans l'attente de ventes records durant cette Coupe du Monde.

Si les recettes associées au Mondial semblent plus profiter aux grandes marques qu'au pays accueillant l'événement, espérons que le Brésil saura tirer son épingle du jeu lors d'un autre événement sportif majeur qu'il hébergera en 2016, les Jeux Olympiques.

© Carat Capital - 85 Boulevard Haussmann - 75 008 PARIS – Tél : 01.42.94.66.78 – Fax : 01.42.94.66.84 – www.caratcapital.fr - SAS au capital de 30 000 Euros – 492 563 523 RCS PARIS. Conseil en Investissement Financier - Courtier en Assurances, en Banques et Services de Paiement - ORIAS n° 07 026597 Carte de transaction immobilière de la préfecture des Hauts de Seine : N° 92/A/0473 - Responsabilité civile professionnelle souscrite auprès de MMA COVEA RISK sous le numéro d'adhérent 227107. Information importante : ce document est diffusé à titre d'information uniquement et ne constitue ni une proposition commerciale ni une incitation à souscrire. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures et ne sont pas constantes dans le temps. Les informations et les opinions de CARAT CAPITAL peuvent être modifiées sans préavis.